

Links Ecologisch Forum (LEF)



Radicaal Groen Linkse Partijoverstijgende Beweging

Forum Gauche Ecologie (FGE)

Mouvement Radical Rouge et Vert, au-delà des Partis

Sommet social tripartite: des changements concrets pour sauver l'Europe, maintenant

Geplaatst op zondag 27 oktober 2013 |

SHARE

Une délégation de la Confédération européenne des syndicats (CES) prendra part au Sommet social tripartite pour la croissance et l'emploi qui aura lieu avant le Conseil européen. La CES y réitérera sa demande pour une dimension sociale effective de l'UE et pour qu'il soit mis fin aux attaques contre les droits des travailleurs. La dérégulation risque de saper le soutien des citoyens au projet européen.

Lors de la réunion, la CES exigera que :

- Le Conseil change de cap et lance un audacieux plan de relance européen avec pour objectif d'investir 2% de PIB supplémentaires au cours de la prochaine décennie en faisant appel aux ressources nationales et européennes. Le but est de relancer l'économie en faveur d'une croissance durable, de réindustrialiser l'Europe et de créer des emplois décents, en particulier dans les pays les plus affectés par la crise.
- Les indicateurs sociaux de référence (tels que proposés dans la communication de la Commission) puissent avoir un impact réel et contraignant sur les politiques économiques. La CES ne peut se dire satisfaite tant que ces indicateurs sociaux n'ont aucun poids sur l'élaboration des politiques économiques.
- Des droits égaux s'appliquent aux travailleurs détachés. La CES est favorable à la libre circulation des travailleurs au sein de l'Union européenne. Elle se dit toutefois convaincue que la mobilité seule, sans égalité de traitement pour tous, n'est pas la solution pour générer une croissance et des emplois durables et qu'elle risque d'être instrumentalisée pour couvrir le dumping social et salarial. Elle exige que les travailleurs européens soient traités de la même manière.
- Il soit mis fin à la dérégulation et aux attaques contre les droits des travailleurs. La communication de la Commission sur le « Programme REFIT – Un coup de pouce à la croissance » est déséquilibrée et risque de miner le soutien des citoyens au projet européen. L'intention de la Commission est de rendre la législation de l'UE moins contraignante et de réduire la charge législative et administrative des entreprises mais elle attaque clairement les droits des travailleurs et ces acquis pour lesquels les syndicats européens se sont battus. La Commission européenne détruit ainsi des éléments clés du modèle social européen.

Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES, a encore déclaré : « *Il n'y a toujours aucun signe ni aucune volonté au niveau européen de proposer des changements concrets. L'Europe, les travailleurs européens méritent beaucoup mieux.* » Elle a également plaidé pour la solidarité suite à la tragédie de Lampedusa et demande à l'Europe d'agir avec dignité et de façon coordonnée face à de telles catastrophes, tout en mettant en place des politiques étrangères qui préviennent les facteurs incitant les immigrants à quitter leur pays.

La CES présentera aussi la déclaration conjointe des partenaires sociaux européens sur l'implication des partenaires sociaux dans la gouvernance économique européenne. Le syndicat européen insiste toutefois sur le fait qu'approver la présente déclaration et participer au processus de consultation ne signifie en rien légitimer l'actuelle gouvernance économique européenne, à propos de laquelle la CES a déjà souligné son opposition dans différentes résolutions, dans son contrat social, ainsi que dans sa déclaration sur la dimension sociale de l'UE.

CES - 24 octobre 2013

La Confédération européenne des syndicats parle d'une seule voix au nom des intérêts communs des travailleurs au niveau européen. Fondée en 1973, elle représente aujourd'hui 85 organisations syndicales dans 36 pays européens ainsi que 10 fédérations sectorielles. La CES est aussi sur [Facebook](#), [Twitter](#), [YouTube](#) et [Flickr](#).